

NEGOCIATIONS WALLONNES

Tout finir pour le vendredi 25 juillet au (grand) plus tard

Pour la Wallonie comme pour la Communauté française, c'est au siège du gouvernement wallon, à Namur, que PS et cdH ont continué à prendre leurs quartiers, tout au long du pluvieux week-end qui s'achève. Ce dimanche, ils s'y sont retrouvés vers 16h30, mais sans l'intention de travailler au finish.

Dans le milieu proche des négociateurs, on indiquait hier que les choses continuaient à bien progresser. Les présidents et leurs sherpas ont commencé à trancher les gros points des chapitres restés en suspens dans les groupes de travail, vu les options délicates qu'ils concernent.

Un accord semble possible pour le milieu de cette semaine. Des congrès destinés à voter la participation pourraient avoir lieu dans la seconde moitié de la semaine au PS, alors que le cdH évoque plutôt la journée de samedi,

mais sans encore de réelle certitude.

DÉBOURDEMENT POSSIBLE

Cela présenterait le gros avantage de pouvoir désigner les futurs ministres encore dimanche, histoire que tout soit bien visiblement mis en place pour le 21 juillet. « *Mais on n'en fait pas un point d'honneur* », notait hier ce proche des négociateurs. « *On ne bâclera pas le travail, c'est trop important. Donc, s'il faut se résoudre à déborder un peu sur le début de la semaine prochaine, on le fera...* » L'objectif, en tout cas, est d'avoir tout terminé pour le vendredi 25 juillet. La plupart des collaborateurs, fatigués par la campagne et les négociations qui ont immédiatement suivi, rêvent de goûter enfin à un repos bien mérité.

Car nul ne se fait d'illusions : les choses ne bougeront pas rapidement, au niveau fédéral. Des rumeurs de vacances lus-

qu'aux alentours du 15 août commencent donc à circuler, dans plusieurs formations, même si officiellement le Roi continuerait d'avoir un chargé de mission à l'œuvre.

TITRES-SERVICES

Sur le fond, on sait encore peu de chose sur le contenu précis des accords francophone et wallon, si ce n'est que le corset budgétaire pourrait amener de lui-même une organisation plus rationnelle – donc moins coûteuse – d'une série de départements. Ici aussi, comme à Bruxelles, la déductibilité des titres-services est dans le collimateur des négociateurs. L'idée n'est pas de la supprimer, mais à tout le moins d'augmenter la partie réellement prise en charge par l'utilisateur, au risque de recréer un appel d'air vers le travail au noir pour une série de travailleurs. ■